

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : A stopper l'érosion et continuer l'harmonisation fiscale, garantir la transparence et imposer le reporting pays par pays pour lutter contre l'évasion fiscale, et que chaque entreprise paie des impôts là où elles gagnent de l'argent.	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Nous proposons : - La suppression du CICE qui n'a rien apporté en termes d'emploi - De mettre en place une fiscalité plus juste et plus lisible notamment en fusionnant l'impôt sur le revenu et le CSG et la rendre progressive - La suppression de toutes les niches fiscales injustes socialement, coûteuses et inutiles	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires : Contribuer à un monde de paix et de solidarité.</p> <ul style="list-style-type: none">- en augmentant l'APD rapidement à hauteur de 0,7% du PIB (10 milliards d'€) selon un calendrier contraignant et la rendre totalement transparente.- en exigeant une taxe sur les transactions financières européenne ambitieuse (180 milliards/an, dont 1/3 au moins pour l'APD et un autre tiers pour l'adaptation au climat des PMA (Pays les Moins Avancés))	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p>	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Nous sommes pour l'émergence des économies du Sud par la défense d'un multilatéralisme fondé sur la coopération, la solidarité et la protection des biens communs.	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : - Pour le climat, la santé et l'économie, nous proposons une France "100% renouvelables" à l'horizon 2050. - Pour que la France cesse tout financement aux énergies fossiles par la Banque Mondiale, le COFACE ou l'Agence Française de Développement. - Pour que l'État actionnaire principal d'ENGIE et d'EDF impose aux 2 structures un plan de fermeture de leurs centrales à charbon en France et dans le monde à l'horizon 2020 et interdise tous les nouveaux investissements de centrales à charbon.	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Pour l'abrogation des aides aux agrocarburants de 1 ^{re} génération, l'arrêt de leur imputation	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : La vocation du Fond Vert est trop imprécise à ce jour. Le Fond Vert doit être orienté vers l'atténuation plutôt que l'adaptation. Il doit être abondé rapidement, en dons plutôt qu'en prêts et contrôlé par les citoyens. Il doit prioriser les pays les plus pauvres et les Etats insulaires, en particulier pour le non-déboisement et l'entretien des forêts tropicales.	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Un de nos leviers d'action sera l'approvisionnement de 100% des cantines publiques et privées par l'agriculture paysanne ou biologique et ainsi s'assurer une activité pérenne, économiquement viable et humainement vivable pour susciter de nouvelles vocations	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

Pour le respect des droits fondamentaux des personnes étrangères comme des nationaux, avec l'encadrement des contrôles d'identité et la fin de la main mise du ministère de l'Intérieur sur les directions ministérielles les concernant

~~Pour l'affectation des moyens nécessaires au service en charge de l'enregistrement des demandeurs d'asile pour que le délai de 3 jours soit respecté.~~

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

Pour la mise en œuvre d'une politique d'accueil pour les réfugiés qui respectent leurs droits et leur dignité. La France doit accueillir un nombre plus important de personnes réfugiées venues directement d'un pays d'asile et réviser les clauses migratoires des accords bilatéraux.

~~La suspension du renvoi des demandeurs d'asile dans le pays de 1^{ère} entrée dans l'UE, prévu par les accords de Dublin.~~

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

- De soumettre le commerce mondial au respect des droits humains
- De reconnaître la responsabilité des multinationales en y élaborant un traité international visant à créer un instrument juridique contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme
- Renforcer la responsabilité sociale et sociétale des multinationales françaises.

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

Il faut refuser les accords de libre échange de l'UE et notamment les Accords de partenariat économique (APE) imposés à l'Afrique et leurs applications aux marchés publics. Cela suppose l'application réelle des conventions internationales : APD, biodiversité, développement durable, climat, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, convention OIT de l'ONU, OTD, cap 21, etc...

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

- Pour un renforcement du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes avec des moyens humains et financiers en adéquation avec les missions qui lui sont confiées.
- Pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes à hauteur de l'enjeu, axées autour de la prévention.
- Pour un renforcement des dispositifs de parité en harmonisant l'ensemble par le haut.
- Les entreprises seront tenues pour responsables de l'inégalité de salaire entre femmes et hommes.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom: PATHIAS

Prénom: Thibault

Département: 64-05

Date: 10/05/2017

Signature:

